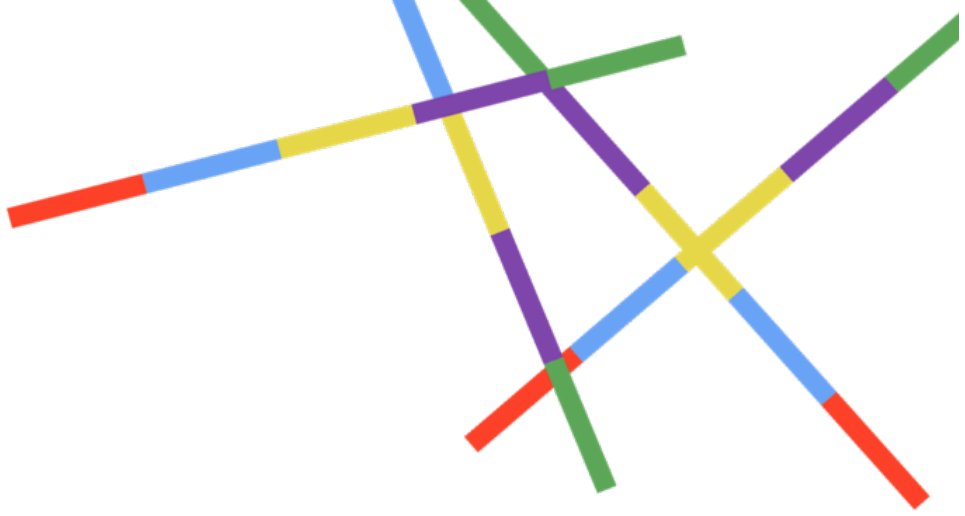


CONSULTANTS



Note de conjoncture

Les ménages paient la crise, les défis s'accumulent

INTERVENANTS



Linda RUA

DATE

Sommaire

●	En France : la croissance est nulle, l'inflation s'accélère et l'emploi recule encore	4
○	La conjoncture française en 4 chiffres clés	5
○	Pourquoi ces chiffres ? Un schéma pour comprendre	6
○	La croissance fait du sur place, soutenue par les exportations mais pénalisée par une demande intérieure toujours exsangue	7
○	La production a été décevante dans la plupart des secteurs	9
○	IA et emploi des jeunes : les craintes se confirment	10
●	Hausse des coûts, difficultés d'approvisionnement et perte de compétitivité : l'Europe sous pression	12
○	Conflits au Moyen-Orient et en Ukraine : les tensions sur le pétrole et les carburants s'aggravent	13
○	Au-delà du pétrole, de multiples hausses de prix qui étranglent l'Europe	14
○	Le choc énergétique frappe déjà durement les industriels européens	16

Sommaire

●	Depuis 2019, les ménages paient un lourd tribut aux crises énergétiques et les inégalités se creusent	18
○	Un choc moins violent qu'en 2022, mais qui devrait être davantage supporté par les ménages et les salariés	19
○	La petite classe moyenne est la plus grande perdante en termes de salaire réel	21
○	Les ménages les plus modestes perdent du terrain dans le partage du revenu national	22
○	Une politique fiscale qui a renforcé les inégalités de revenus	23
○	Le budget 2027 ne devrait pas améliorer la situation des ménages	24
○	TotalEnergies et CMA CGM continuent de profiter de la crise au détriment des Français	25
●	Changement climatique : des entreprises de plus en plus exposées, mais encore insuffisamment préparées	27
○	2026 et changement climatique : l'année de tous les records	28
○	Les événements climatiques extrêmes pèsent de plus en plus sur l'économie	29
○	Face aux canicules, le monde du travail reste très insuffisamment préparé	30
○	Sites Seveso : adaptation face au risque climatique, le grand retard	31
○	Incendies, sécheresses et canicules : les risques augmentent plus vite que la préparation des sites Seveso	32
●	Conjoncture internationale : l'économie mondiale résiste mieux que prévu	33
●	Perspectives : les économies avancées devraient résister, la France continuer à décrocher	36

● En France : la croissance est nulle, l'inflation s'accélère et l'emploi recule encore

- La conjoncture française en 4 chiffres clés 5
- Pourquoi ces chiffres ? Un schéma pour comprendre 6
- La croissance fait du sur place, soutenue par les exportations mais pénalisée par une demande intérieure toujours exsangue 7
- La production a été décevante dans la plupart des secteurs 9
- IA et emploi des jeunes : les craintes se confirment 10

La conjoncture française en 4 chiffres clés

PIB

+ 0.0 %



au 2^e trimestre 2026,
après **-0.2 %**
(en volume¹)

La croissance est à l'arrêt, soutenue par la consommation et les exportations aéronautiques, mais pénalisée par l'investissement et le déstockage des entreprises, qui puisent dans les stocks accumulés précédemment plutôt que d'augmenter leur production.

CONSOMMATION

+ 0.3 %



au 2^e trimestre 2026,
après **-0.3 %**
(en volume¹)

La consommation des ménages rebondit, malgré une forte baisse du pouvoir d'achat. Elle est tirée à la hausse par les achats de véhicules électriques, en réaction à la montée des prix du pétrole, et par les achats de ventilateurs et climatiseurs face aux vagues de chaleur.

EMPLOI

- 0.1 %



emploi salarié privé,
au 2^e trimestre 2026
après **-0.1 %**

L'emploi salarié privé se contracte de 0.4 % (-80 900 emplois) sur un an, en recul pour le 6^e trimestre consécutif. -23 500 emplois au 2^e trimestre. Un repli surtout marqué dans l'agriculture, la construction, l'information-communication et l'intérim. Le taux de chômage³ atteint 8.3 %, son plus haut niveau depuis fin 2020.

INFLATION

+ 3.0 %



en septembre sur
1 an² après **+2.4 %**
en août

Après une détente en juin et juillet, **l'inflation repart à la hausse** sous l'effet d'une nouvelle escalade dans le conflit au Proche-Orient et du bombardement des raffineries russes par l'Ukraine qui renchérit les prix de l'énergie. Les prix des produits frais s'accroissent également.

Source : [Insee, Note de conjoncture septembre 2026](#) ; [informations rapides n° 242, 30/09/2026](#)

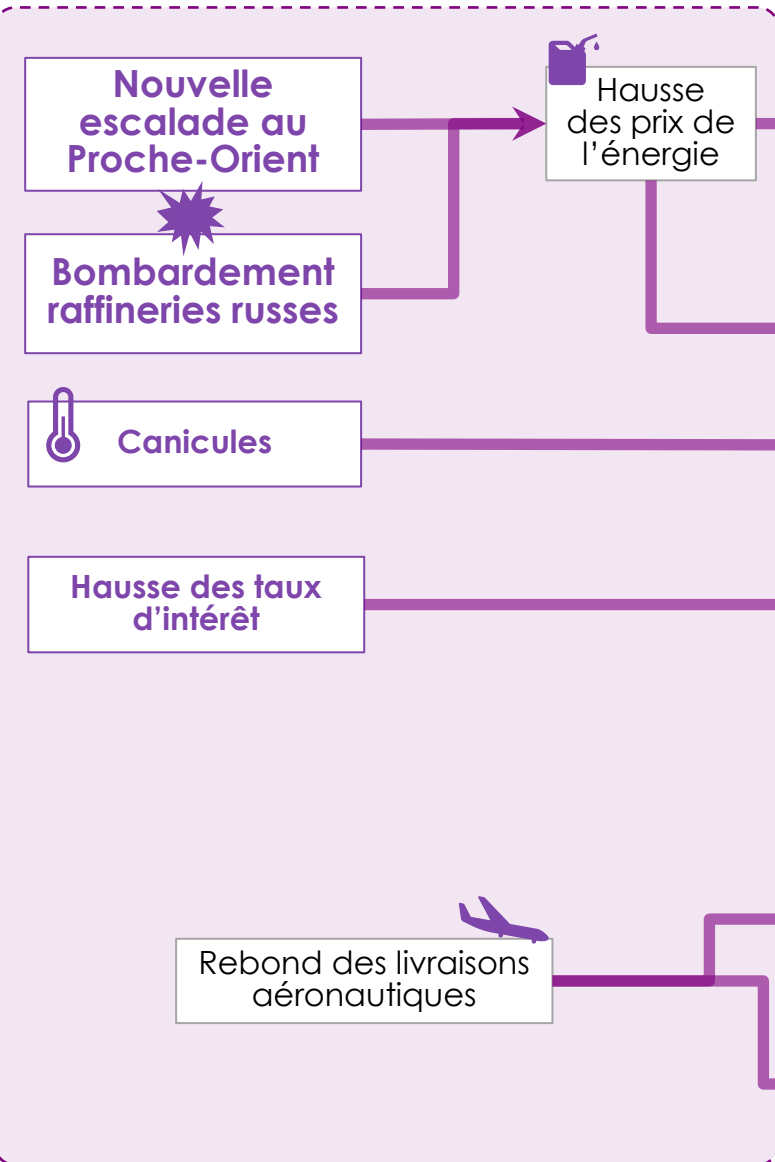
1 : Corrigé des variations des prix. Les données sont par ailleurs corrigées des variations saisonnières.

2 : Données provisoires

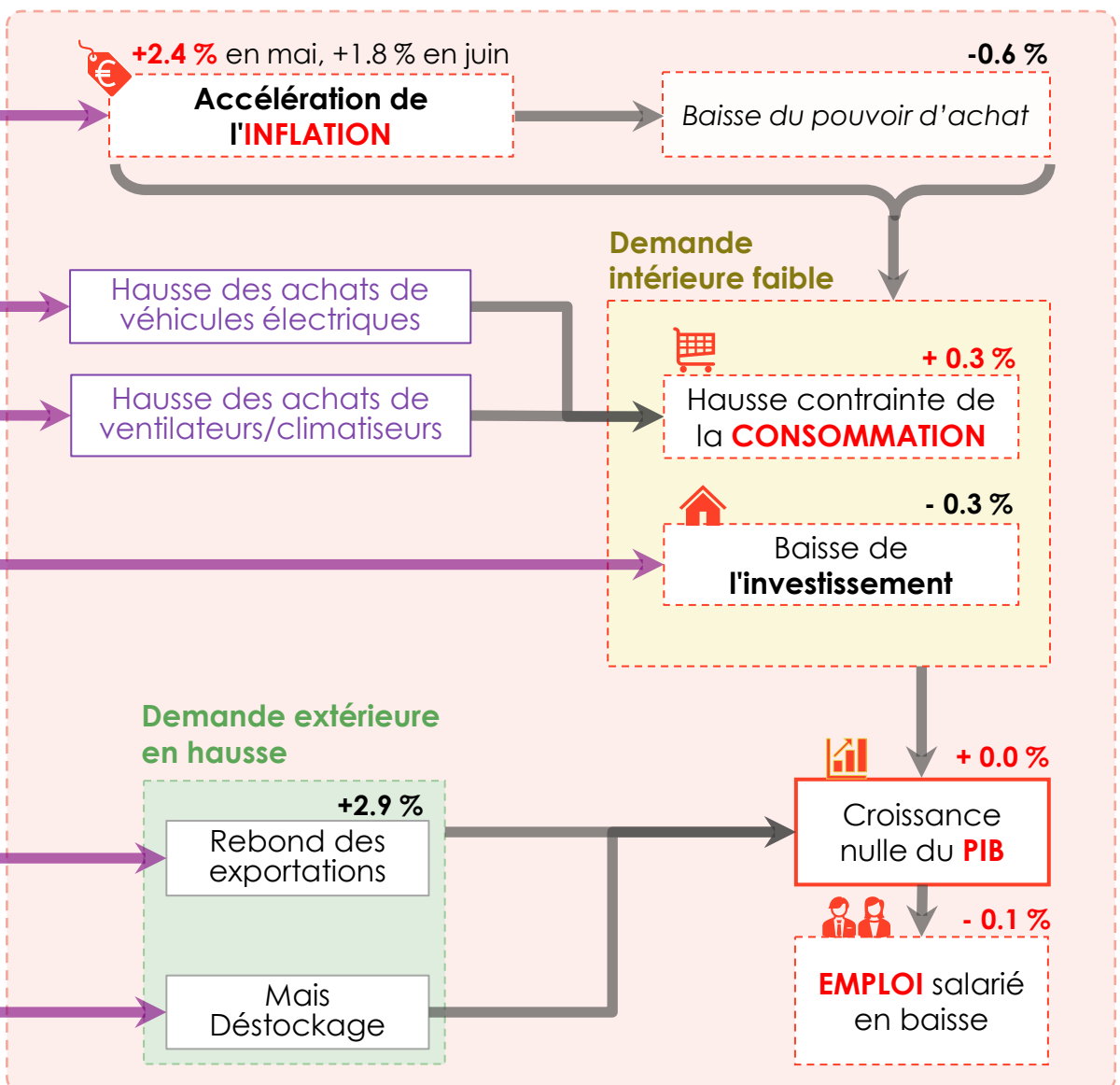
3 : Au sens du BIT, en pourcentage de la population active

Pourquoi ces chiffres ? Un schéma pour comprendre

Forces à l'œuvre au 2^e trimestre 2026



Principales conséquences sur l'économie française



Sources : données de l'Insee.

La croissance fait du sur place, soutenue par les exportations mais pénalisée par une demande intérieure toujours exsangue (1)

Le commerce extérieur a soutenu la croissance du PIB



+ 2.9 %
d'exportations



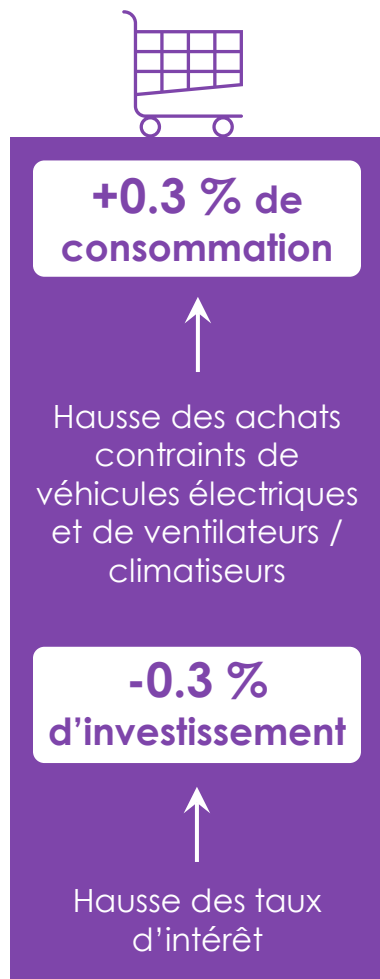
rebond des
livraisons
aéronautiques
+
gains de parts
de marché

- L'année est bien mal engagée pour la France. Le **PIB** a stagné au deuxième trimestre (+0.0 %), après s'être légèrement contracté au premier (-0.2 %). Une mauvaise surprise que l'Insee n'avait pas anticipée (+0.3 % attendu au printemps).
- Le **commerce extérieur** a soutenu l'activité ce trimestre (+0.6 point après -0.9 point). Les **exportations** françaises à prix constants ont augmenté de 2.9 % (après -3 %). La France a d'ailleurs regagné des parts de marché selon les Douanes. Cette performance s'explique principalement par le **rebond des livraisons aéronautiques**, qui avaient été bloquées au premier trimestre par des pénuries de moteurs. Les exportations de matériel de transport se sont ainsi relevées de 20.1 % (après -18.8 %).
- Mais une large partie de ces avions avait déjà été fabriquée au trimestre précédent et attendait d'être livrée. Leur fabrication avait donc déjà été comptabilisée dans le PIB à ce moment-là. Leur exportation a ainsi permis de réduire les stocks plutôt que d'accroître la production du trimestre. C'est pourquoi les exportations ont soutenu l'activité, mais, en contrepartie, **le déstockage a pesé sur la croissance du PIB**.
- Parallèlement, les importations (qui impactent négativement le PIB) ont été relativement moins dynamiques (+1.1 %), signe d'une demande intérieure faible.

Sources : [Insee, Note de conjoncture septembre 2026](#) ; [Douanes, chiffres du commerce extérieur juin 2026](#)

La croissance fait du sur place, soutenue par les exportations mais pénalisée par une demande intérieure toujours exsangue (2)

La demande intérieure n'a été soutenue que par des dépenses contraintes des ménages

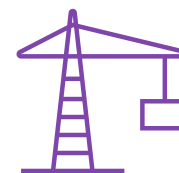


- Alors que le pouvoir d'achat s'érode, **la consommation des ménages** a surpris en se redressant de **0.3 %**. Mais cette embellie cache en réalité des **dépenses contraintes**, pour lesquelles les ménages ont dû puiser dans leur épargne (-0.7 point de taux d'épargne au deuxième trimestre) :
 - Face à des pleins de carburants devenus hors de prix, nombre de Français se sont résolus à acheter un **véhicule électrique** (les achats de véhicules ont augmenté de 2.3 %).
 - En outre, les achats de **ventilateurs et climatiseurs**, pour survivre à la canicule de juin, ont fait bondir les dépenses en biens d'équipement (+2.8 %).
- **L'investissement recule pour le deuxième trimestre consécutif (-0.3 % après -0.8 %)**.
 - Avec la hausse des taux d'intérêt, les investissements liés à la construction se sont affaîssés. **L'investissement des ménages a ainsi reculé de 0.4 %** alors qu'il avait déjà fortement baissé en début d'année (-1.6 %).
 - L'investissement des entreprises s'est globalement stabilisé (+0.1 % après -0.5 %), gonflé temporairement par l'achat d'un paquebot de luxe par une entreprise résidente, mais plombé par la **baisse des investissements en services** (-0.6 %), en particulier en R&D ; une première depuis début 2024.

Sources : [Insee, Note de conjoncture septembre 2026](#)

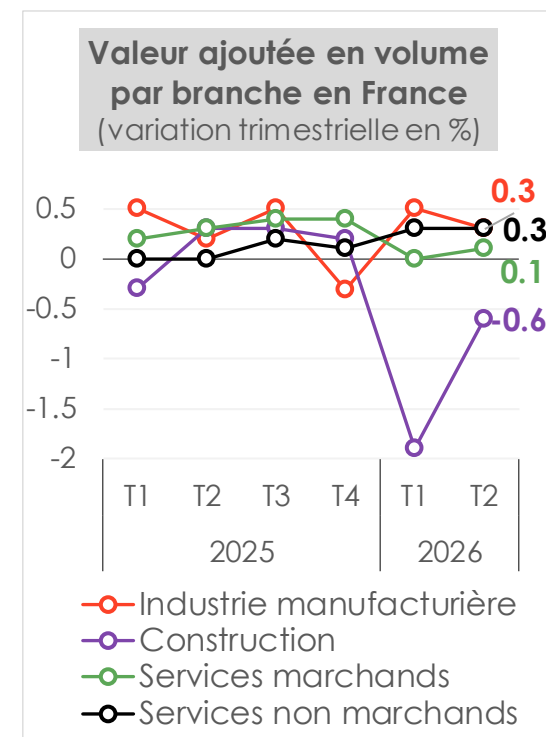
La production a été décevante dans la plupart des secteurs

- **Industrie manufacturière** : La faible croissance de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière (+0.3 %) a déçu, alors que ce secteur joue un rôle déterminant pour le reste de l'économie. La valeur ajoutée de la **cokéfaction et du raffinage** a reculé de 1.5 % du fait de la fermeture d'une raffinerie et d'une baisse de production lors de la canicule. Elle a aussi reculé dans les **équipements électriques, électroniques, informatiques et les machines** (-0.1 %). La croissance a par ailleurs fortement ralenti dans **l'industrie agroalimentaire** (+0.4 % après +1.3 %) et la **fabrication de matériels de transport** (+0.3 % après +1.2 %).
- **Services marchands** : la croissance de la valeur ajoutée est restée inférieure aux attentes (+0.1 % contre +0.3 % prévu), sous l'effet de la faiblesse persistante du **commerce** (-0.2 %), en recul pour le troisième trimestre consécutif, et du **transport** (-0.3 % après -0.2 %) qui pâtit directement de l'envolée du prix des carburants. Les **activités financières et d'assurance**, ainsi que l'**information-communication** enregistrent également une baisse d'activité.
- **Construction** : après une embellie en 2025, **la valeur ajoutée s'affaisse pour la deuxième fois en 2026 (-0.6 % après -1.9 %)**, aussi bien dans le bâtiment que dans les travaux publics. Le resserrement des conditions de financement et la baisse du pouvoir d'achat pénalisent de nouveau le secteur.

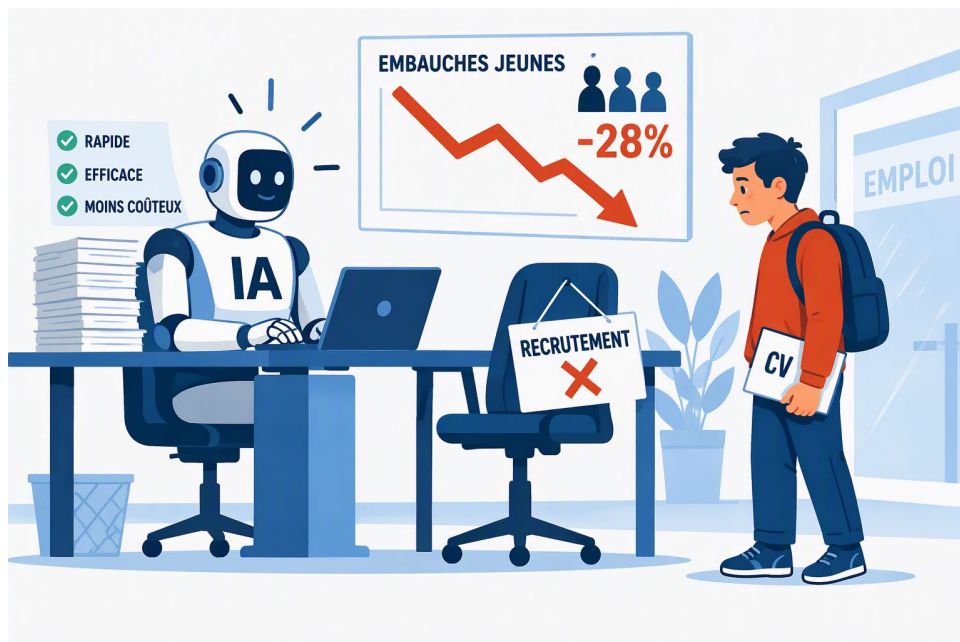


- 0.6 %

de valeur ajoutée dans la construction au 2^e trimestre



IA et emploi des jeunes : les craintes se confirment (1)



- Les premiers signes de fléchissement de l'emploi des jeunes sous l'effet du développement de l'IA, que nous mettons en évidence dans la note de conjoncture précédente, sont confirmés par une **étude publiée en octobre** par des chercheurs d'HEC et de la Banque de France.
- Pour mesurer l'impact de l'IA, les chercheurs ont croisé les données de France Travail sur les embauches et les fins de contrat entre 2019 et 2026 avec le degré d'exposition de chaque métier à l'intelligence artificielle générative.

- Les résultats sont particulièrement marqués chez les **21-29 ans**. Depuis l'arrivée de ChatGPT fin 2022, les embauches en CDI ont reculé de **28 % dans les métiers les plus exposés à l'IA**, contre seulement **8 % dans les métiers les moins exposés**.

Sources : [Banque de France, M. G. Palladino et al, "IA générative : les premiers changements du marché du travail sur les jeunes", 8/10/2026](#) ; [V. Asriyan et al., "Immiserizing Automation", 21/08/2026](#) ; [H. Afrouzi et al., "Automation, Learning, and Career Dynamics", avril 2026](#)

IA et emploi des jeunes : les craintes se confirment (2)

- **Le même phénomène est observé dans les entreprises qui déclarent utiliser massivement l'IA.** Les recrutements de jeunes y ont davantage diminué que dans les autres entreprises et, au sein même de ces entreprises, les embauches reculent surtout dans les fonctions les plus exposées à l'automatisation.
- Les effectifs totaux ne diminuent pas encore significativement, mais les entreprises remplacent moins souvent les départs. Les recrutements ralentissent davantage que les sorties, ce qui **réduit progressivement les perspectives d'entrée des jeunes sur le marché du travail.**
- Au-delà du nombre d'emplois, d'autres études parues en 2026 alertent sur un risque plus profond : en automatisant une partie des tâches confiées aux débutants, l'IA pourrait réduire **l'apprentissage par la pratique** qui permet aux jeunes salariés d'acquérir expérience, savoir-faire et autonomie. À terme, ce sont l'accumulation du capital humain et la formation des compétences de demain qui pourraient être affectées.



À terme, ce sont l'**accumulation du capital humain** et la **formation des compétences de demain** qui pourraient être affectées.

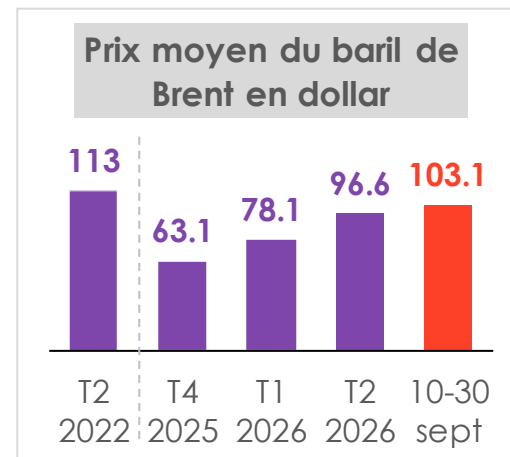
Sources : [Banque de France, M. G. Palladino et al, "IA générative : les premiers changements du marché du travail sur les jeunes", 8/10/2026](#) ; [V. Asriyan et al., "Immiserizing Automation", 21/08/2026](#) ; [H. Afrouzi et al., "Automation, Learning, and Career Dynamics", avril 2026](#)

Hausse des coûts, difficultés d'approvisionnement et perte de compétitivité : l'Europe sous pression

- Conflits au Moyen-Orient et en Ukraine : les tensions sur le pétrole et les carburants s'aggravent 13
- Au-delà du pétrole, de multiples hausses de prix qui étranglent l'Europe 14
- Le choc énergétique frappe déjà durement les industriels européens 16

Conflits au Moyen-Orient et en Ukraine : les tensions sur le pétrole et les carburants s'aggravent

- **Le blocage du détroit d'Ormuz** depuis mars 2026 a fait s'envoler les prix de l'énergie, après deux années de détente. Les tentatives d'accord ont échoué les unes après les autres à faire rouvrir ce passage stratégique.
- **La prise de contrôle de Bab el-Mandeb** par les rebelles houthis en septembre a empiré la situation. Le passage de tankers s'y retrouve quasi paralysé, réduisant le flux à quelques navires seulement par jour. Ce détroit constitue, après Ormuz, **l'autre principal passage pour le commerce maritime entre l'Asie et l'Europe**.
- La menace simultanée sur ces deux détroits, qui concentrent à eux deux plus d'un tiers du commerce maritime mondial, a fait bondir le Brent **au-delà de 100 dollars le baril** depuis la deuxième semaine de septembre (**109 dollars le 10 septembre**). Un niveau proche de celui atteint après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, à l'origine du choc inflationniste de 2022-2023.
- Enfin, les **bombardements des raffineries russes** par les forces ukrainiennes, suivis de l'interdiction russe des exportations de carburant, ont encore réduit l'offre mondiale de produits raffinés. Cette situation a amplifié la hausse des prix à la pompe au-delà du seul effet de la flambée du pétrole brut.
- Si l'on ajoute à cela les récentes **menaces de Trump de couper le robinet du diesel** américain à l'Europe (qui pourraient porter le diesel à la pompe à 3.9 € le litre), nous ne sommes peut-être pas au bout de nos mauvaises surprises.



Plus d'1/3 du commerce maritime mondial passe par les deux détroits bloqués par la guerre au Moyen-Orient



Sources : Les Échos, [C. Fouquet, 16/09/2026](#), [Y. Verdo, 27/09/2026](#), [A. Bauer, 10/09/2026](#) ; [Prixdubaril.com](#) ; [Insee, Cours mensuel du pétrole brut Brent](#) ; [Revue Politique et Parlementaire, S. Bersinger, 28/09/2026](#)

Au-delà du pétrole, de multiples hausses de prix qui étranglent l'Europe (1)



>70 €/MWh

Prix en septembre
du gaz européen
contre **28 €** en
février.

- **Hausse majeure et spécifique du prix du gaz européen :**
 - Outre l'effet des tensions au Moyen-Orient, la **canicule** a provoqué une forte hausse de la demande de gaz en Europe (afin de produire de l'électricité pour la climatisation) et **a fait chuter les stocks** à un niveau très inférieur à la moyenne saisonnière. En conséquence, **le prix du gaz européen a plus que doublé depuis le début de l'année**. Il dépasse désormais 70 €/MWh (contre 28 €/MWh avant le déclenchement du conflit) soit trois fois le prix constaté aux États-Unis, qui est resté relativement stable.
 - Si les stocks ne sont pas rapidement reconstitués avant l'hiver, certains scénarios envisagent une remontée vers **100 à 150 €/MWh**. Un niveau encore loin du record historique de plus de 300 €/MWh atteint en 2022, mais néanmoins suffisant pour raviver les tensions sur les factures d'énergie et les coûts de production.

Sources : [Le Monde, P. Artus, 26/09/2026](#) ; [Banque Centrale Européenne, Bulletin économique, 24/09/2026](#) ; [Trading Economics, Indice du fret conteneurisé](#)

Au-delà du pétrole, de multiples hausses de prix qui étranglent l'Europe (2)



- **Semi-conducteurs et métaux industriels :**

- Les prix des **puces** de mémoires vives dynamiques ont, par exemple, grimpé de **125 % sur un an**, tirés à la hausse par le développement fulgurant de l'IA.
- Le prix des **métaux industriels** flambe également en raison du développement des besoins en électricité : sur un an, le cuivre est passé de 9 900 dollars la tonne à 14 500 dollars (+46 %).



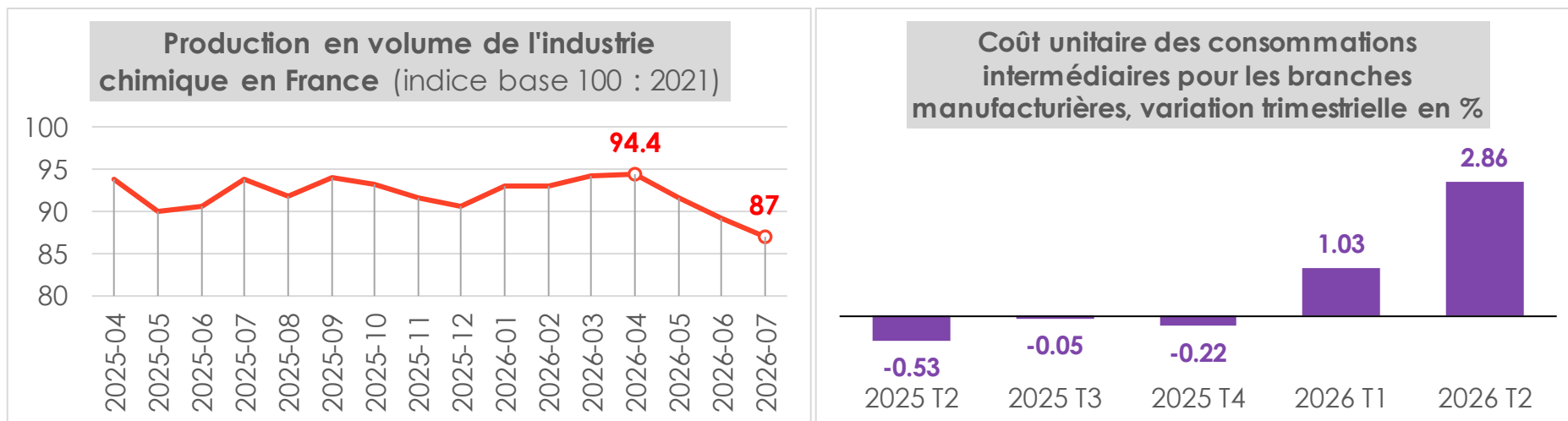
- **Transport maritime** : Le coût de transport maritime par conteneur a triplé depuis le début du conflit au Moyen-Orient à cause de la montée des prix des carburants.
- **Coûts de financement** : Les taux d'intérêt augmentent également, en raison de deux facteurs : l'action des banques centrales d'une part, qui rehaussent leurs taux directeurs pour maîtriser l'inflation, et la croissance exponentielle de la demande d'épargne pour financer les investissements dans l'IA d'autre part.

Si ces hausses sont favorables, ou moins coûteuses pour certains pays, elles sont "**dévastatrices**" pour l'Europe, comme le déplore l'économiste Patrick Artus. L'Union européenne importe en effet la quasi-totalité de son pétrole et de son gaz naturel ainsi que la grande majorité des semi-conducteurs et des métaux industriels qu'elle consomme.

À l'inverse des États-Unis, l'Europe dispose, en outre, de relativement peu de géants du numérique capables de compenser ces surcoûts par des marges élevées et une forte croissance. Enfin, l'endettement public y est très important.

Sources : [Le Monde, P. Artus, 26/09/2026](#) ; [Banque Centrale Européenne, Bulletin économique, 24/09/2026](#) ; [Trading Economics, Indice du fret conteneurisé](#)

Le choc énergétique frappe déjà durement les industriels européens (1)



- De nombreux secteurs européens, et notamment français, sont déjà fragilisés par cette nouvelle **envolée des prix de l'énergie** et des matières premières, qui **augmente considérablement leurs coûts de production**. Le coût unitaire des consommations intermédiaires dans l'industrie manufacturière a augmenté de 2.9 % au deuxième trimestre 2026, une hausse inédite depuis 2022. Cette nouvelle crise intervient alors que plusieurs filières font déjà face à une concurrence chinoise de plus en plus oppressante.
- Les secteurs les plus exposés sont ceux qui utilisent massivement le gaz comme source d'énergie ou comme matière première : **chimie, pétrochimie, fabrication d'engrais, plasturgie** ou encore **production de polymères**. La production de l'industrie chimique a d'ailleurs reculé de 7.8 % depuis avril 2026 alors qu'elle était en croissance les mois précédents.
- Le blocage partiel du détroit d'Ormuz perturbe également l'approvisionnement de produits stratégiques comme **l'hélium** du Qatar, indispensable à la fabrication des semi-conducteurs et à certains **équipements médicaux**, ainsi que **l'aluminium** du Golfe, essentiel pour **l'aéronautique** et le **BTP**.

Sources : [Le Monde](#), [I. Chaperon](#), 23/09/2026, [B. Bonnefous](#), 14/09/2026 ; Eurostat ; Insee

Le choc énergétique frappe déjà durement les industriels européens (2)



"Les conséquences sont insoutenables pour les engrais et la pétrochimie, les filières en aval (chimie fine, production de polymères) se retrouvent en grande difficulté, alors que les prix du gaz n'ont pas augmenté en Amérique du Nord et en Russie"

Fédération des industriels du secteur des engrais et de la pétrochimie

- Certaines entreprises ont déjà réduit ou suspendu leur activité. **Le groupe chimique britannique Ineos a annoncé l'arrêt de trois usines au Royaume-Uni** (245 salariés et près de 1 000 emplois indirects), estimant ne plus pouvoir rivaliser avec des concurrents bénéficiant d'un gaz jusqu'à douze fois moins cher aux États-Unis.
- **Stellantis en Italie** a annoncé un recours au chômage technique en octobre sur une partie de sa production de Fiat 500, invoquant la hausse des coûts énergétiques et la pression concurrentielle chinoise.
- Ces annonces rappellent le choc énergétique de 2022, lorsque de nombreux industriels européens avaient dû interrompre temporairement leur production sous l'effet de l'explosion des coûts de l'énergie.



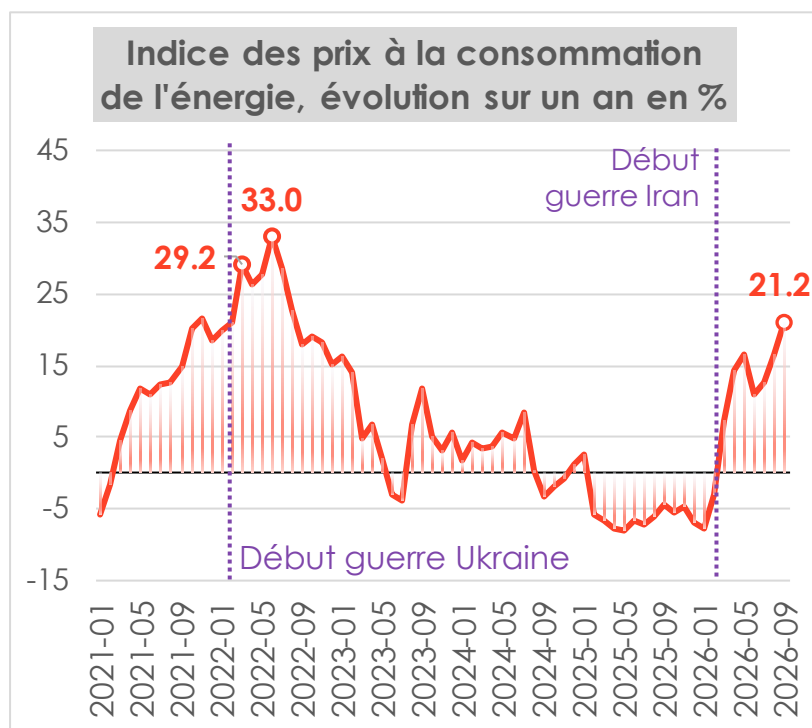
Sources : [Le Monde, I. Chaperon, 23/09/2026](#), [B. Bonnefous, 14/09/2026](#)

Depuis 2019, les ménages paient un lourd tribut aux crises énergétiques et les inégalités se creusent

- Un choc moins violent qu'en 2022, mais qui devrait être davantage supporté par les ménages et les salariés 19
- La petite classe moyenne est la plus grande perdante en termes de salaire réel 21
- Les ménages les plus modestes perdent du terrain dans le partage du revenu national 22
- Une politique fiscale qui a renforcé les inégalités de revenus 23
- Le budget 2027 ne devrait pas améliorer la situation des ménages 24
- TotalEnergies et CMA CGM continuent de profiter de la crise au détriment des Français 25

Un choc moins violent qu'en 2022, mais qui devrait être davantage supporté par les ménages et les salariés (1)

Les salaires réels sont en recul depuis 2019, mais le pouvoir d'achat moyen avait résisté jusqu'en 2024



Recul des salaires réels depuis 2019, un phénomène jamais observé depuis 40 ans

- Cette nouvelle crise énergétique est particulièrement douloureuse pour les ménages qui s'étaient à peine remis de la crise précédente. **Les prix de l'énergie ont augmenté de 21.2 %** sur un an en septembre 2026 pour les ménages français. **L'inflation globale s'établit à 3 %.**
- Paradoxalement, cette crise pourrait être plus difficile à vivre pour les ménages que celle de 2022. Le choc est certes moins intense, mais il est beaucoup moins amorti et devrait être davantage supporté par les ménages.
- Les **salaires réels** (c'est-à-dire corrigés de l'inflation) ont reculé depuis 2019. **Une contraction aussi durable n'avait pas été enregistrée depuis quarante ans.** Au deuxième trimestre 2026, le salaire réel moyen par tête reste inférieur de 0.3 % à son niveau du quatrième trimestre 2019, et est reparti à la baisse (-0.9 % au deuxième trimestre 2026) après plus de deux ans de redressement.
- **Le pouvoir d'achat s'était cependant maintenu (en moyenne) jusqu'en 2024** grâce à la hausse de l'emploi, aux transferts sociaux et aux revenus du patrimoine.

Sources : [Insee, Note de conjoncture septembre 2026](#), [Indice des prix à la consommation – Énergie](#), [Comptes nationaux trimestriels du deuxième trimestre 2026](#) et [IPC](#) ; [Le Monde](#), E. Albert, 30/09/2026

Un choc moins violent qu'en 2022, mais qui devrait être davantage supporté par les ménages et les salariés (2)

2025 et 2026 : deux années consécutives historiques de recul du pouvoir d'achat

- Mais en 2025 et 2026, **ces amortisseurs ne compensent plus les pertes de salaires réels**. Le chômage ne fait qu'augmenter depuis un an et demi (ce qui réduit le nombre de personnes percevant un salaire) ; le soutien de l'État se fait de plus en plus faible à mesure que sa dette s'envole, et les revenus du patrimoine ont fortement baissé en 2025 et devraient stagner en 2026.
- En outre, l'envolée récente des prix de l'énergie n'a pas pu être intégrée aux négociations salariales, conclues avant le début du conflit avec l'Iran. Dans un contexte de remontée du chômage, le pouvoir de négociation des salariés s'est par ailleurs affaibli. Selon l'Insee, hors SMIC, **les salaires réels (corrigés de l'inflation) dans le secteur privé devraient stagner en 2026**.
- En conséquence, **le pouvoir d'achat devrait baisser pour la deuxième année consécutive**, ce qui ne s'est produit que deux fois depuis 1960. Après -0.7 % en 2025, l'Insee prévoit un nouveau recul de 0.7 % en 2026 (par unité de consommation). On enregistre déjà une baisse de 0.2 % au premier trimestre et de 0.6 % au deuxième.
- D'après les calculs de l'IFE pour *Le Monde*, le recul du pouvoir d'achat observé depuis 2024 équivaut à une **perte de 1 200 euros en termes réels** (corrigée de l'inflation) pour une famille de deux adultes et deux enfants. Pour un adulte vivant seul, elle atteint environ 600 euros.
- La baisse de pouvoir d'achat de 2026 va toucher beaucoup plus de Français que celle de 2025 qui était essentiellement liée au repli des revenus du patrimoine bénéficiant principalement aux ménages aisés.

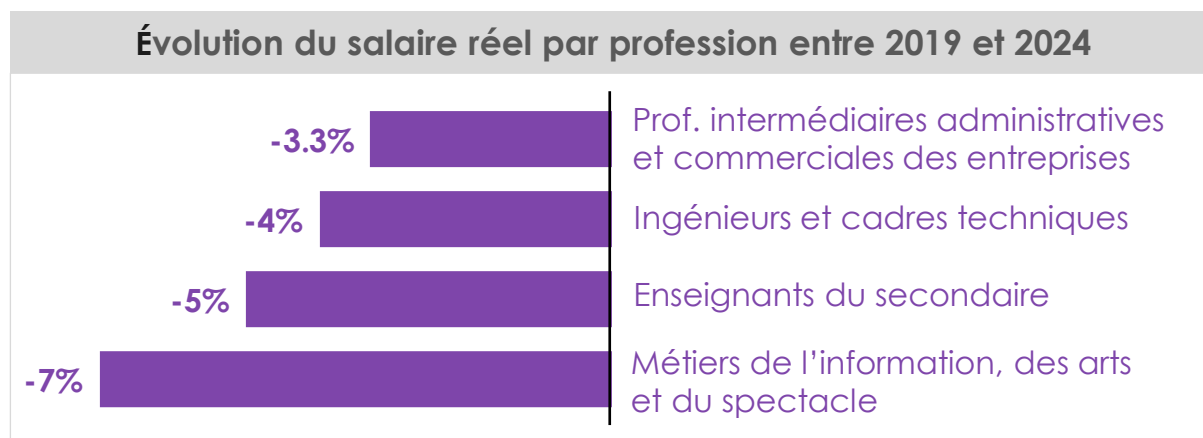
Le pouvoir d'achat baisse sur deux années consécutives, ce qui ne s'est produit que deux fois depuis 1960

2025	2026
-0.7 %	-0.7 %
-1 200 € par famille en moyenne	

Sources : [Insee, Note de conjoncture septembre 2026](#) ; [Le Monde, E. Albert, 30/09/2026](#) et N. Silbert, 30/09/2026

La petite classe moyenne est la plus grande perdante en termes de salaire réel

- L'inflation et la perte de pouvoir d'achat n'affectent pas tout le monde de la même manière. Les ménages les plus aisés ont profité de la forte hausse des marchés financiers, qui a soutenu leurs revenus patrimoniaux. Les travailleurs rémunérés au SMIC ont été relativement protégés par son indexation sur l'inflation.
- En revanche, les **professions intermédiaires et certains cadres, ceux qui gagnent autour de 2 200 euros nets par mois** (correspondant au salaire médian français), ont beaucoup perdu ces dernières années.
- Les ménages modestes ruraux et périurbains, qui dépendent fortement de leur voiture, sont par ailleurs évidemment plus impactés par les prix de l'essence que les urbains.



Les professions intermédiaires et certains cadres sont les grands perdants en termes de salaire réel

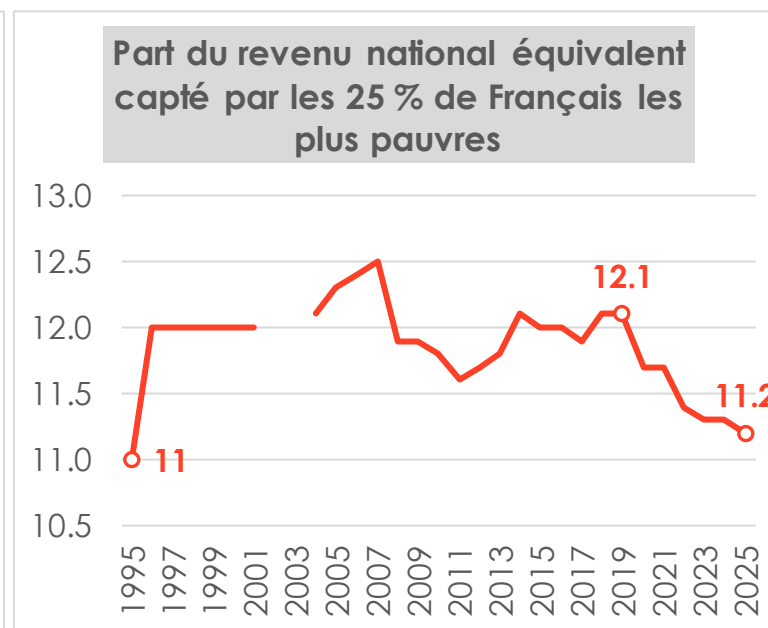
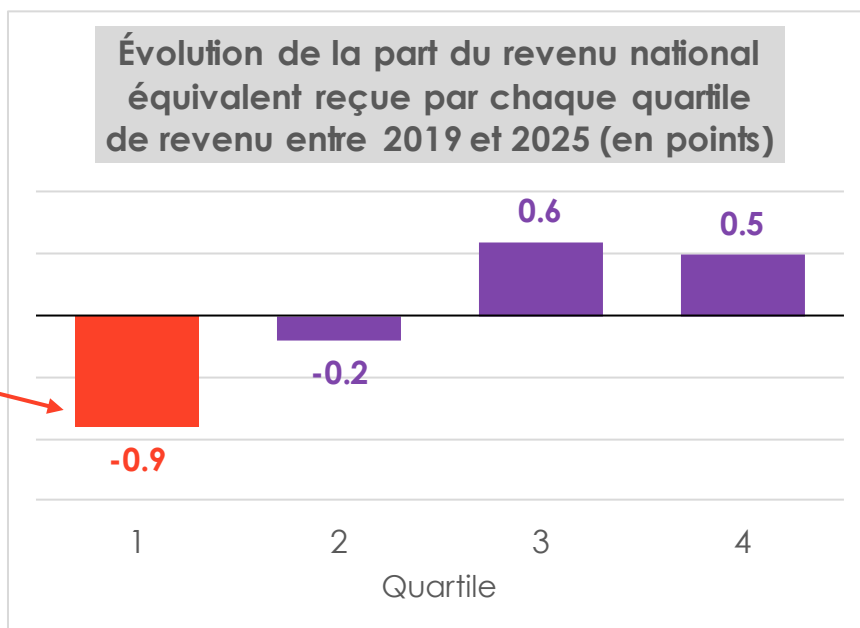


Sources : [Le Monde, E. Albert, 30/09/2026](#)

Les ménages les plus modestes perdent du terrain dans le partage du revenu national

- Aussi, depuis 2019, **la part du revenu national perçue par les 25 % de Français les plus modestes a fortement reculé (-0.9 point) et n'a pas été aussi faible depuis 1995.**
- Le recul est plus limité pour les ménages des classes moyennes inférieures, tandis que les ménages les plus aisés ont vu leur part progresser. Cela signifie que les revenus des plus modestes (incluant les revenus du travail et du patrimoine, les transferts sociaux, après déduction des impôts) ont progressé moins vite que ceux du reste de la population, traduisant un **accroissement des inégalités.**

Les 25 % de Français les plus modestes ont perdu **0.9** point de part de revenu national



Note : La part du revenu national équivalent mesure la part du revenu total du pays attribuée à chaque groupe de population une fois prise en compte la taille des ménages.

Sources : Eurostat

Une politique fiscale qui a renforcé les inégalités de revenus

- Outre les hausses de revenu du patrimoine, qui bénéficient principalement aux ménages les plus aisés, cette évolution s'explique aussi par des **réformes fiscales davantage favorables aux ménages aisés et aux classes moyennes supérieures**.
 - Le montant moyen de l'impôt sur le revenu a diminué d'environ 100 euros par foyer entre 2017 et 2024. Cette baisse résulte principalement de deux réformes : **l'abaissement en 2020 du taux de la première tranche de l'impôt sur le revenu (IR)** de 14 % à 11 %, qui a surtout bénéficié aux ménages à revenus intermédiaires ; et l'instauration en 2018 de la **"flat tax"** à 30 %, qui a réduit l'imposition des revenus du capital et bénéficié principalement aux ménages les plus aisés.
- Entre 2017 et 2024, les baisses d'impôt ont surtout bénéficié aux plus aisés**

1 % les plus riches -3.6 points de taux d'imposition	40 % les plus modestes -0.1 point de versements fiscaux
classes moyennes supérieures -0.7 point de taux d'imposition	
- Ainsi, **le 1 % des foyers aux revenus les plus élevés sont ceux dont le taux d'imposition a le plus diminué depuis 2017 (-3.6 points)**, du fait du poids croissant des revenus du capital soumis à la flat tax. **Les classes moyennes supérieures** (les 20 % les plus aisés, mais qui ne font pas partie des 10 % les plus riches) **sont les deuxièmes grandes gagnantes**. Leur taux moyen d'imposition est passé de 7.6 % à 6.9 % de leurs revenus.
 - À l'inverse, les 40 % de Français aux revenus les plus modestes n'ont pas bénéficié de ces allègements, car ils ne sont pas imposables à l'IR. **Les montants que leur reverse l'administration fiscale ont légèrement diminué**, passant de **0.8 % à 0.7 % de leurs revenus** entre 2017 et 2024.

Sources : [Les Échos, S. Dumoulin et S. Loignon, 30/09/2026](#)

Le budget 2027 ne devrait pas améliorer la situation des ménages



Retraités : impôts en hausse et gel des pensions

- Alors que le pouvoir d'achat recule, le budget 2027 prévoit **le plus fort ralentissement des dépenses publiques depuis 2017** et une hausse des prélèvements pesant sur les ménages.
- **Les retraités particulièrement mis à contribution** : l'abattement fiscal de 10 % sur les pensions serait plafonné à 3 000 € (contre près de 4 400 € aujourd'hui). Les pensions comprises entre **1 260 € et 2 034 € par mois** progresseraient moins vite que l'inflation et celles bien supérieures à **2 000 € par mois** seraient totalement gelées.
- **Pour les familles et les ménages modestes** : gel des APL, moindre revalorisation des prestations familiales et coup de rabot sur l'allocation de rentrée scolaire. La nouvelle taxe sur les produits sucrés transformés pourrait en outre renforcer la hausse des prix.
- **Les salariés** devront davantage financer leurs formations : la participation au CPF pour les formations jugées non prioritaires passerait de **150 € à 350 €**. La prime d'activité pourrait également être gelée ou revalorisée moins vite que l'inflation.
- **Les fonctionnaires et les patients** ne sont pas épargnés : nouveau gel du point d'indice dans la fonction publique, hausse du reste à charge en santé (plafond annuel des franchises porté de **100 € à 140 €**) et transfert de dépenses vers les complémentaires santé, susceptible d'augmenter le coût des mutuelles.
- **Côté entreprises**, les principaux dispositifs de soutien (crédit d'impôt recherche, aides à l'apprentissage, pacte Dutreil, etc.) sont maintenus. La surtaxe sur les bénéfices des grands groupes est prolongée, mais à un taux réduit.

Salariés : coût de la formation en hausse, prime d'activité en baisse

Sources : [Les Échos, S. Dumoulin, S. Poullennec, S. Loignon et A. Ruello, 27/09/2026](#) ; [Les Échos, N. Renaud, 28/09/2026](#) ; [Les Échos, E. Lefebvre, 1/10/2026](#)

TotalEnergies et CMA CGM continuent de profiter de la crise au détriment des Français (1)

- Pendant ce temps-là, **TotalEnergies**, qui a vu ses profits s'envoler depuis le début du conflit au Moyen-Orient (+72 % au premier semestre 2026), gâte ses actionnaires, s'apprêtant à leur redistribuer plusieurs milliards de dollars et s'engageant à augmenter de plus de 5 % par an son dividende jusqu'en 2030.
- Après avoir contribué, par la fermeture de raffineries européennes dans les années 2010, à la réduction des capacités de raffinage du continent, et donc à la flambée actuelle des prix à la pompe (voir notre note de conjoncture précédente), **le groupe bénéficie aujourd'hui de la rareté du diesel en Europe**. Son PDG Patrick Pouyanné affirme maintenant que les raffineries européennes "sont comme des mines d'or".



Les raffineries européennes "sont comme des mines d'or"

Patrick Pouyanné, PDG de TotalEnergies

- **Malgré cette rentabilité exceptionnelle, aucun projet d'ouverture de capacités de raffinage supplémentaires n'est prévu en Europe** alors que le groupe prévoit par ailleurs de nombreux investissements aux quatre coins du monde pour renforcer sa position dans les énergies fossiles au-delà de 2030. Le groupe semble ainsi préférer tirer profit d'un marché sous tension plutôt que de contribuer à réduire la dépendance européenne au diesel importé.
- Pour couronner le tout, il ne s'interdit pas de supprimer ses plafonds à la pompe si les menaces des États-Unis d'interdire les exportations de diesel étaient mises à exécution.

Sources : Le Monde, [H. Goulard, 28/09/2026](#) et [M. de Vergès, 28/09/2026](#)

TotalEnergies et CMA CGM continuent de profiter de la crise au détriment des Français (2)

- CMA CGM, troisième acteur mondial du transport maritime, est l'autre grand gagnant de la crise. **Le groupe a vu ses profits exploser** avec le triplement des tarifs de fret provoqué par les perturbations du trafic dans le détroit d'Ormuz.
- Or **ces bénéfices ne seront pas imposés en 2026** parce que les armateurs bénéficient d'un régime fiscal dérogatoire (la taxe au tonnage) et ont, de surcroît, échappé à la contribution exceptionnelle sur les superprofits, contrairement à 2025.
- Le budget 2027 prévoit le retour d'une contribution exceptionnelle, mais à un niveau plus faible qu'en 2025. Même avec cette contribution cette année-là, le régime dérogatoire des armateurs représentait encore un manque à gagner de 990 millions d'euros pour l'État. De plus, CMA CGM menace déjà de réduire ses investissements en France si cette contribution est rétablie.



Les bénéfices de CMA CGM, démultipliés par les tensions au Moyen-Orient, ne seront pas imposés en 2026

Sources : [Le Monde, D. Cosnard et J. Parienté, 24/09/2026](#) ; [Les Échos, S. Dumoulin et S. Loignon, 30/09/2026](#)

● Changement climatique : des entreprises de plus en plus exposées, mais encore insuffisamment préparées

- 2026 et changement climatique : l'année de tous les records 28
- Les événements climatiques extrêmes pèsent de plus en plus sur l'économie 29
- Face aux canicules, le monde du travail reste très insuffisamment préparé 30
- Sites Seveso : adaptation face au risque climatique, le grand retard 31
- Incendies, sécheresses et canicules : les risques augmentent plus vite que la préparation des sites Seveso 32

2026 et changement climatique : l'année de tous les records

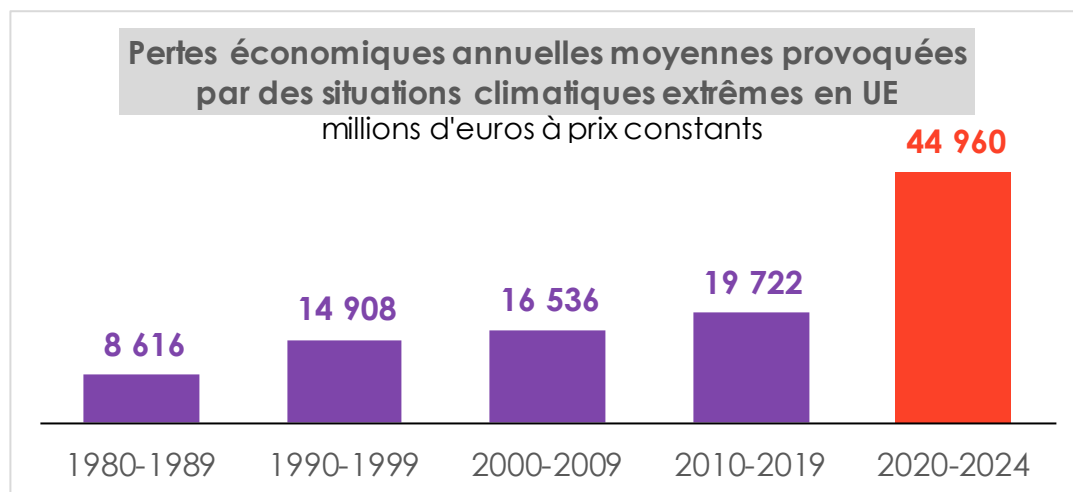
- L'été 2026 nous a rappelé avec violence que les effets du changement climatique étaient bien réels et déjà à l'œuvre. Ce ne sont plus des prévisions abstraites et lointaines, mais des conséquences concrètes que nous ressentons tous, que nous subissons tous.
- Entre juin et août 2026, la France a connu son été le plus chaud depuis 1900 (depuis que les mesures existent) : trois **épisodes caniculaires** d'une rare intensité et plus de 50 jours de vagues de chaleur avec des températures maximales jamais enregistrées.
- La **sécheresse** a également été sans précédent à l'échelle du pays, avec un déficit de pluviométrie de 40 %. De nombreux **incendies** d'ampleur inédite ont fait rage, aggravés par les conditions climatiques. La surface brûlée en 2026 atteint un niveau record, jamais observé jusqu'à présent.
- D'après l'Insee, les canicules de cet été **coûteraient environ 0.1 point de croissance annuelle à l'économie française en 2026**, principalement en raison de la baisse de la production agricole. Mais les entreprises de la construction ont aussi été plus nombreuses cet été à rapporter des conditions climatiques défavorables pour leur activité dans les enquêtes de conjoncture de l'Insee, tout comme les entreprises industrielles, qui paraissaient jusqu'ici relativement résilientes face aux épisodes caniculaires. Et enfin, les tensions sur le prix du gaz ont été aggravées par les vagues de chaleur.



Les canicules de cet été **coûteraient environ 0.1 point de croissance en France en 2026**

Sources : [Météo-France, Bilan climatique de l'été 2026, 3/09/2026](#) ; [Insee, Note de conjoncture septembre 2026](#)

Les événements climatiques extrêmes pèsent de plus en plus sur l'économie



822 milliards €

de pertes liées à des situations climatiques extrêmes dans l'UE entre 1980 et 2024

208 milliards € (25 %)
sur 2021-2024

- Les situations climatiques extrêmes ont provoqué dans l'Union européenne (UE) **des pertes d'actifs estimées à 822 milliards d'euros entre 1980 et 2024** (138 milliards en France), dont plus de 208 milliards d'euros (soit 25 % du total) sur la seule période 2021-2024. Les inondations sont responsables de près de la moitié de ces pertes (47 %). Elles sont suivies par les tempêtes (27 %), puis par **les vagues de chaleur (18 %)**. Les sécheresses, feux de forêt, épisodes de froid et de gel représentent ensemble les 8 % restants.
- Si ces pertes ont augmenté linéairement entre 1980 et 2019, **elles ont explosé depuis 2020**. Elles s'élevaient à 8.6 milliards d'euros en moyenne par an sur la décennie 1980-1989 contre 45 milliards entre 2020 et 2024, soit une multiplication par 5. Sur la période 2009-2024, les pertes ont augmenté deux fois plus vite que le PIB de l'UE.
- La multiplication des événements climatiques extrêmes **renforce également l'inflation** en faisant flamber de façon récurrente le prix des denrées alimentaires (c'est la "climateflation" selon l'institut Zero Carbon Analytics).

Sources : Eurostat ; [Agence européenne de l'environnement, Economic losses from weather and climate-related extremes in Europe, 14/10/2025](#) ; [Le Monde, I. Chaperon, 1/10/2026](#)

Face aux canicules, le monde du travail reste très insuffisamment préparé

- Les canicules de 2026 ont mis en lumière le retard de la France en matière d'adaptation au changement climatique. Alors que les épisodes de chaleur extrême deviennent plus fréquents et plus intenses, **de nombreux salariés continuent de travailler dans des conditions inadaptées** : bâtiments mal isolés (températures supérieures à 32 °C dans les écoles, les hôpitaux et les entrepôts), chantiers maintenus malgré des températures excessives ou équipements de protection insuffisants.
- **Les entreprises et les pouvoirs publics semblent encore réagir dans l'urgence plutôt que d'anticiper.** Les dispositifs actuels reposent largement sur des recommandations aux employeurs (eau, pauses, aménagement des horaires), dont l'efficacité apparaît limitée.
- **Les fortes chaleurs ne sont toujours pas reconnues comme un motif permettant à l'inspection du travail de suspendre une activité au titre du "danger grave et imminent"**, contrairement à d'autres risques professionnels. À l'inverse, certains pays comme l'Espagne disposent déjà de tels mécanismes.
- **Le changement climatique n'est plus un risque futur, mais une réalité qui affecte déjà les conditions de travail, la santé des salariés et l'activité économique.** Les décès de travailleurs observés lors des canicules de 2026 illustrent l'insuffisance des mesures de prévention actuelles. L'enjeu n'est plus seulement de réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais aussi d'adapter rapidement les organisations du travail, les bâtiments et les infrastructures à un climat durablement plus chaud.



Sites Seveso : adaptation face au risque climatique, le grand retard



Pour les risques liés au changement climatique, "c'est trop tôt". "Et puis, dans les Hauts-de-France, on est tranquille côté sécheresse"

Chargé de communication d'un site Seveso interrogé par Le Monde, en avril 2023, juste avant que plusieurs zones de la région soient placées en vigilance sécheresse

- La France compte **environ 1 300 sites Seveso**, dont plus de **700 classés "seuil haut"**, où sont stockées ou manipulées des substances inflammables, explosives ou toxiques. Pourtant, d'après les derniers travaux disponibles (2023), l'adaptation de ces installations au changement climatique ne figurait toujours pas parmi les priorités des industriels, davantage concentrés sur la décarbonation de leurs activités.
- Une enquête menée en 2023 à ce sujet auprès de **366 établissements Seveso** illustre ce manque de préparation : seules **17 entreprises, représentant 114 sites**, ont répondu, et à de rares exceptions près, de manière évasive. De plus, parmi les **21 préfectures sollicitées**, seulement **3** ont donné suite. Un représentant industriel résumait ainsi la situation : "Réduire notre consommation d'énergie, c'est le gros sujet pour nous, mais **pour les risques liés au changement climatique, c'est trop tôt.**" Même son de cloche du côté des 90 adhérents de l'Union française des stockistes industriels de produits pétroliers : "**Pour eux, ces risques liés au changement climatique ne sont pas encore véritablement à l'ordre du jour**", confiait leur délégué général.
- Les dispositifs de prévention étaient principalement construits autour des accidents provenant de l'intérieur des installations, tandis que les risques venant de l'extérieur étaient encore insuffisamment intégrés aux études de dangers. Selon l'Ineris, "**à l'heure actuelle, le changement climatique est insuffisamment pris en compte**".

Sources : [Le Monde, A. Leclerc, 16/07/2023](#)

Incendies, sécheresses et canicules : les risques augmentent plus vite que la préparation des sites Seveso



467 sites Seveso
"suffisamment proches de forêts pour être menacés en cas d'incendie"

- Le risque d'incendie reste particulièrement mal anticipé. En 2026, **467 sites Seveso**, soit plus d'un tiers des installations métropolitaines, sont "suffisamment proches de forêts pour être menacés en cas d'incendie" selon une étude du cabinet Callendar. Parmi les nouvelles installations enregistrées **depuis 2022, 45 % ont encore été implantées à proximité d'une zone boisée**, alors même que ces sites sont difficilement déplaçables et construits pour plusieurs décennies. D'ici 2050, le risque d'incendie à proximité des sites Seveso va par ailleurs augmenter de 50 %.
- Le danger est déjà concret : **en 2026, des incendies ont menacé les sites d'ArianeGroup et de Roxel en Gironde**, tandis qu'un feu s'est **propagé jusqu'au site de fabrication de munitions KNDS dans le Cher**, entraînant le confinement des populations alentour.
- La sécheresse menace également la continuité de la production. En 2022, le site Arkema de Genay a dû envisager de réduire de moitié son activité après une injonction de baisse de 50 % de sa consommation d'eau.

Sources : [Le Monde, A. Leclerc, 16/07/2023](#) et [29/09/2026](#)

● Conjoncture internationale : l'économie mondiale résiste mieux que prévu

À rebours de la France, l'économie mondiale résiste mieux que prévu (1)

- **La croissance mondiale** a ralenti au premier semestre 2026 (2.6 % sur un an contre 3.6 % au second semestre 2025), mais **a mieux résisté que prévu**. Les prélèvements dans les stocks de pétrole, l'augmentation de la production hors Golfe, le recours à des matières premières de substitution comme le charbon, et les mesures de soutien mises en place par plusieurs États ont permis de limiter les effets du conflit sur l'activité.
- Le principal moteur de cette résilience a toutefois été le **boom de l'intelligence artificielle**. Les investissements massifs dans les centres de données, les semi-conducteurs et les infrastructures numériques ont soutenu la production, l'investissement et les échanges internationaux.
- **États-Unis :**
 - **L'activité a résisté bien mieux que prévu**, avec une croissance de 2.2 % sur un an au deuxième trimestre après 2.5 % au premier.
 - Si les **investissements massifs liés au développement de l'IA** y ont fortement contribué, la **consommation** a aussi été vigoureuse : +3.8 % au deuxième trimestre. Des remboursements d'impôt généreux ainsi qu'une réduction de l'épargne ont soutenu les dépenses. Cependant, la confiance des consommateurs a chuté en septembre à son plus bas niveau depuis 2014.

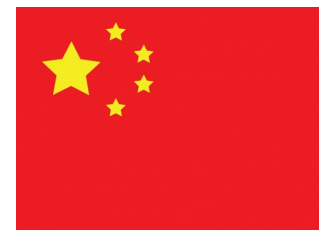


Sources : [Insee, Note de conjoncture septembre 2026](#) ; [OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE, 23/09/2026](#) ; [Boursorama, Reuters, 30/09/2026](#)

À rebours de la France, l'économie mondiale résiste mieux que prévu (2)

● Chine :

- **La Chine continue de croître grâce à ses exportations, mais pas grâce à son marché intérieur.** La consommation reste déprimée et la crise immobilière persistante accentue les déséquilibres de son modèle de croissance.
- La croissance de son PIB a ralenti à +0.9 % au deuxième trimestre, après +1.3 % au premier trimestre 2026, soit sa croissance trimestrielle la plus faible depuis 2022.



4.3 % de croissance
sur un an au
2^e trimestre

● Europe :

- Alors que **l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni et surtout l'Espagne ont maintenu une croissance solide** au premier semestre 2026, la France fait figure d'exception.
- L'Allemagne enchaîne un troisième trimestre consécutif de croissance soutenue (+0.3 % après +0.4 % et +0.3 %). L'Italie garde le rythme (+0.2 % après +0.3 %). L'Espagne continue d'impressionner (+0.7 % après +0.6 %) et le Royaume-Uni conserve une dynamique robuste (+0.4 % après +0.6 %).
- En Espagne et au Royaume-Uni, la croissance est principalement portée par la demande intérieure, tandis qu'en Allemagne elle repose davantage sur le redressement des exportations.



+0.3 % de croissance
au 2^e trimestre
par rapport au
1^{er} dans la zone
euro*

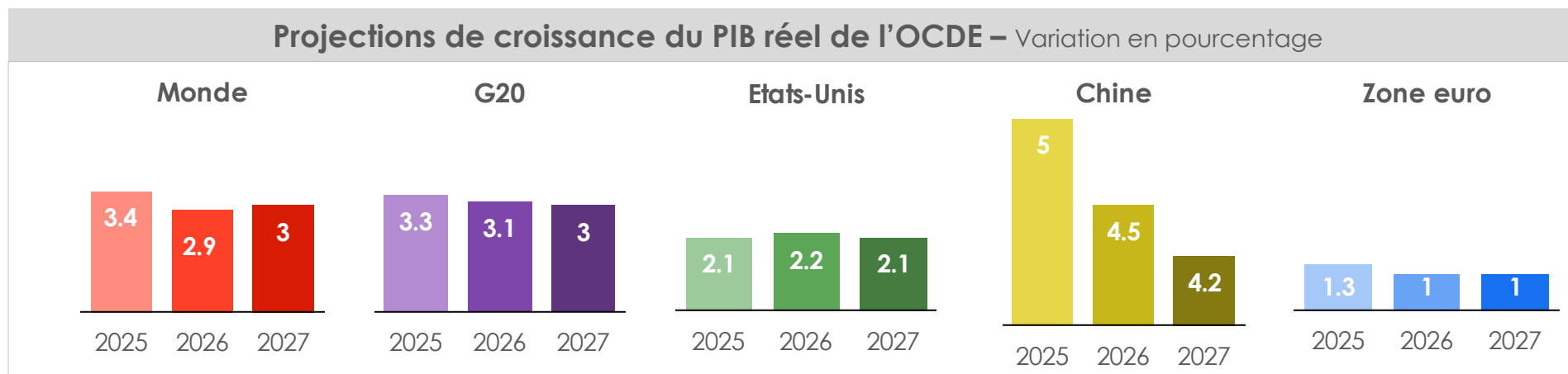
*Croissance corrigée des activités exceptionnelles de multinationales en Irlande, ayant peu d'incidence sur l'économie nationale.

Sources : [Insee, Note de conjoncture septembre 2026](#) ; [OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE, 23/09/2026](#)

- **Perspectives : les économies avancées devraient résister, la France continuer à décrocher**

La plupart des économies avancées devraient résister en 2026 et 2027, tandis que la France continuera de décrocher

- Malgré un contexte international difficile et une inflation qui devrait perdurer plus longtemps que prévu (4.1 % prévu en 2026 dans les pays du G20), les économies américaines et européennes devraient continuer de résister.
- Le PIB des **États-Unis** augmenterait de 2.2 % en 2026, quasi au même rythme qu'en 2025, tiré par les achats d'équipements liés à l'intelligence artificielle. Mais la consommation devrait s'essouffler en fin d'année avec la baisse du pouvoir d'achat et l'épuisement de l'épargne des ménages.
- Dans la **zone euro**, la croissance s'établirait à 1 % en 2026 et 2027. La demande intérieure resterait le principal moteur de l'activité, mais ralentirait sous l'effet de la baisse de pouvoir d'achat et de la hausse des taux d'intérêt.
- En **France**, l'activité serait, de loin, la moins dynamique des quatre grandes économies de la zone euro, avec une croissance annuelle de 0.4 % en 2026, après 0.9 % en 2025. Toutes les composantes de la demande intérieure (consommation, investissement, dépense publique) seraient apathiques.



Sources : [Insee, Note de conjoncture septembre 2026](#) ; [OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE, 23/09/2026](#)

● Comment utiliser ces informations en tant que CSE ?

Comment utiliser ces informations en tant que CSE ?

Les questions à poser en CSE

Inflation, salaires

- À combien s'élèvent en moyenne les augmentations de salaire décidées pour 2026 ?
- **Compte tenu du retour de l'inflation** depuis mars qui n'était pas prévu lors des négociations, **la direction envisage-t-elle des hausses de salaire plus élevées en 2027 ?**
- Ou envisage-t-elle le versement d'une **prime ponctuelle** ? Par exemple la **prime carburant employeur** dont le plafond est temporairement fixé à 1 000 €/an et par salarié (contre 300 € initialement) et l'éligibilité étendue ?
- **De combien ont augmenté les salaires** de base en moyenne depuis le 4^e trimestre 2019 (en cumulé) ? Même chiffre **par catégorie socioprofessionnelle** de salariés ?
- *Si l'une de ces évolutions est inférieure à l'inflation cumulée entre le 4^e trimestre 2019 et le 2^e trimestre 2026 (17.6 %) : la direction prévoit-elle de compenser les pertes de salaire réel accumulées sur la période* (notamment par telle ou telle catégorie de salariés) ?



Hausse des coûts

- Dans quelle mesure l'entreprise est-elle affectée par la **hausse des coûts de l'énergie** et des matières premières ?
- Quelle est l'évolution de nos coûts de production ?
- Comment a-t-elle prévu d'y faire face ? Répercussion sur les prix de vente ? Rognage des marges ?
- L'entreprise subit-elle des **difficultés d'approvisionnement** ? *Si oui*, quelles sont les conséquences immédiates et à venir ?
- La hausse des taux d'intérêt pousse-t-elle l'entreprise à **reporter ou revoir à la baisse des projets d'investissement** ?

Baisse de l'investissement

- L'entreprise **est-elle affectée** par la baisse de l'investissement domestique ? Quelles **conséquences** sur l'activité ?
- Quelles sont les prévisions d'activité pour les prochains trimestres ?

Comment utiliser ces informations en tant que CSE ?

Les questions à poser en CSE

Intelligence artificielle (IA)

- L'IA pourrait-elle conduire à réduire les effectifs dans notre entreprise ou à renoncer à des embauches ?
- L'entreprise a-t-elle déjà renoncé à des recrutements en raison du déploiement de l'IA ?
- L'entreprise est-elle consciente de l'impact de l'automatisation et de l'IA sur l'apprentissage et le développement des salariés débutants ? Comment compte-t-elle prévenir cet impact ?

Changement climatique

- Combien d'accidents, malaises ou arrêts de travail liés à la chaleur ont été recensés cet été et ces cinq dernières années ?
- Les horaires de travail pourront-ils être modifiés en cas de canicule afin d'éviter les périodes les plus chaudes ?
- L'entreprise dispose-t-elle d'un plan d'adaptation formalisé, avec des objectifs, un calendrier et un budget dédié (notamment aux canicules) ? Si oui : quel est le montant du budget ?



- A-t-elle déjà réalisé des investissements pour adapter les locaux, ateliers, bureaux et entrepôts ?
- L'activité de l'entreprise a-t-elle été impactée par les vagues de chaleur et la sécheresse historiques de cet été 2026 ? Dans quelle mesure ?
- L'entreprise a-t-elle évalué les conséquences financières potentielles des canicules, sécheresses, inondations ou tempêtes sur son activité ?
- Quels sites, bâtiments ou activités sont aujourd'hui identifiés comme particulièrement vulnérables aux événements climatiques extrêmes ?
- L'entreprise a-t-elle évalué sa dépendance à la ressource en eau en cas de sécheresse durable ou de restrictions administratives ?
- Sites Seveso : Les études de dangers intègrent-elles désormais les conséquences du changement climatique (canicules, sécheresses, feux de forêt, inondations, vents extrêmes) ?